

Charles Millon : la guerre se gagnera aussi dans les têtes

Charles Millon : la guerre se gagnera aussi dans les têtes

- Home FIGARO VOX Vox Politique
 - Par Charles Millon
 - Publié le 18/11/2015 à 19:29



FIGAROVOX/TRIBUNE - Au lendemain des attentats de Paris, l'ancien ministre de la Défense appelle à la prise de conscience sur les dangers de l'islam radical et à une guerre réelle menée contre l'Etat islamique.

Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.

En semant la mort dans les rues de Paris, l'Etat islamique a confirmé que la France et - au-delà d'elle, l'Occident - était son ennemi. Tous les Français, le président de la République au premier rang d'entre eux, en ont pris acte. Il était temps car l'ennemi nous avait désignés comme cible depuis longtemps. Dans son esprit, nous représentons cette civilisation repue et matérialiste où se conjouindraient étrangement la perversion post-moderniste et le christianisme.

Pour combattre efficacement cet «islam radical» il faut enfin arrêter de se bander les yeux par mauvaise conscience ou snobisme intellectuel. Il faut prendre la mesure de la nature de l'ennemi et lui déclarer la guerre totale.

L'Etat Islamique contrôle des milliers de km² en Irak et en Syrie, dispose de ressources propres considérables avec lesquelles il finance ses actions soit de conquêtes au Moyen-Orient soit de terreur en Europe ou dans le monde.

Nous avons affaire à un Etat islamique qui a adopté une démarche idéologique totalitaire, internationale et universaliste.

Nous avons affaire à un Etat islamique qui a adopté une démarche idéologique totalitaire, internationale et universaliste comme le communisme qui était, pour le sociologue Jules Monnerot, l'Islam du XXème siècle.

Cet islam radical profane les dogmes religieux en les traduisant en organisation politique, social et militaire. Cet Islam radical génère, nourrit et manifeste des tendances totalitaires qui ont une vocation universaliste et s'appuient sur des fanatiques déterminés à combattre notre civilisation et à imposer leurs «croyances» au monde entier.

Cet islam radical, en semant la terreur, provoque les conditions de véritables guerres civiles où, comme à Paris, vendredi dernier, des Français tirent sur d'autres Français.

Il est important que nos gouvernants aient compris que l'ennemi qui se dénomme aujourd'hui Daech ou l'Etat Islamique, continuera de mener sa guerre qui est «idéologique» demain sous d'autres noms, avec d'autres moyens. Oui, la France doit s'engager résolument dans la guerre totale contre l'islamisme radical.

Cette guerre se déroule sur de multiples terrains:

D'abord au Moyen Orient par le bombardement des places tenues par Daech et ce, avec le soutien au sol des combattants Kurdes, Syriens ou Irakiens, car l'Etat islamique y a installé ses bases arrières pour conquérir le monde.

Aujourd'hui Daech est notre seul adversaire : fini le temps des figolages, des pas de deux, des tergiversations ou des conditions.

Aujourd'hui Daech est notre seul adversaire: fini le temps des figolages, des pas de deux, des tergiversations ou des conditions. C'est pour nous un impératif politique que d'être présent dans la coalition contre Daech, mais il nous revient d'interpeller tous nos alliés ou partenaires - Arabie Saoudite et Qatar entre autres - pour qu'ils s'engagent aussi solennellement , matériellement et financièrement contre Daech.

Il est de notre responsabilité de tout entreprendre aussi pour que l'Etat Islamique soit bloqué dans ses initiatives en Afrique où il profite des désordres instaurés par des interventions irréfléchies (Libye) ou par des réseaux de trafics en tout genre (Sahel).

C'est ensuite la guerre sur notre sol contre les ennemis de l'intérieur, qu'ils soient Français ou étrangers. Il convient de recourir à tous les moyens juridiques que doit conférer l'état de guerre pour les neutraliser. La récente prise de conscience du Président de la République ne peut faire oublier ce discours d'impuissance - sinon de démission - que nos dirigeants ont trop longtemps tenu face à ces expressions multiples du fanatisme islamique. Il convient de rétablir et de renforcer l'exercice de l'autorité par les responsables politiques. Car c'est à ces derniers que revient la responsabilité de fermer les mosquées où cet islam est diffusé, de contrôler le financement des associations culturelles et culturelles qui se réfèrent à cet islam radical, d'expulser les prêcheurs de haine étrangers, d'incarcérer les Français en intelligence avec l'ennemi qu'est l'Etat islamique.

Enfin, la troisième guerre est certainement la plus importante et donc, probablement la plus difficile. Elle est culturelle, identitaire et idéologique et c'est celle qui permettra de vaincre le djihadisme.

Cette guerre passera par la réaffirmation dans nos discours, dans nos modes

d'expression culturelle, dans notre système éducatif de notre attachement à notre civilisation fondée spirituellement et historiquement sur le christianisme.

C'est une nécessité absolue. Nous savons que face à l'islamisme ce ne sont pas le consumérisme, l'hédonisme et le matérialisme qui nous donneront la volonté de combattre et de résister.

Nous savons que face au fanatisme idéologique, le réarmement moral et spirituel s'impose.

Charles Millon

Migrants, traiter le problème à la source

Valeurs actuelles 21 mai 2015

« Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde ».

Evidemment. Personne n'a les capacités de le faire.

S'il est parfois bon de rappeler des évidences, cette lapalissade-ci emprisonne toutes réflexions et tous débats sur le drame de l'immigration clandestine depuis des années.

Des généreux d'un bien qui ne leurs appartient pas aux hâbleurs tartuffes, nos gouvernants surfent sur le sujet, se gardant bien de sortir de cette ligne garante de leurs étiquettes idéologiques périmées.

Ce problème ne peut se poser en ces termes et encore moins se résoudre d'un claquement de doigts.

Ces naufrages nous révoltent tous mais ces embarcations funèbres ne sont pas les premières et risquent de ne pas s'estomper si l'on dédaigne de s'attarder sur les racines de cette tragédie.

Le problème de la sécurité en Méditerranée, avec ses deux rives religieusement opposées, n'est pas neuf. Il est même très ancien.

La colonisation de l'Algérie par la France en 1830 a commencé comme ça, pour détruire enfin la piraterie qui infestait la Mare nostrum depuis des siècles, avec son cortège d'esclaves et de trafics.

Si les termes ne sont pas les mêmes aujourd'hui, et il ne saurait s'agir de recoloniser l'Afrique du nord.

Cependant, les vagues de migrants dont l'intensité a crû ces derniers mois, en partance de Libye principalement et vers les côtes italiennes, reposent avec acuité la question des rapports intra-méditerranéens et, plus loin, celle des rapports de l'Europe avec l'Afrique.

Ce à quoi l'on assiste en Libye, où se conjoignent les intérêts terroristes des djihadistes et les intérêts pécuniaires des passeurs ne représente qu'un déplacement géographique de la vague de migration.

Jusqu'il y a peu, c'était par le Sahara occidental, les Canaries et les enclaves espagnoles au Maroc que débarquaient les clandestins.

Si la situation a changé, c'est outre le chaos libyen unanimement décidé par nos gouvernant, qu'il existe des solutions pour endiguer le flux, au moins localement. Ainsi, dès le début des années 2000, l'Espagne a signé des accords de coopération avec le Maroc et d'autres pays africains du littoral atlantique et mis en place des patrouilles en mer communes.

Un succès : aujourd'hui, il y a moins de 200 migrants par an qui prennent encore cette route de Méditerranée occidentale.

En réalité, si les naufrages nous touchent, les trois quarts des clandestins en Europe arrivent par avion, le plus souvent munis d'un visa. Une fois celui-ci expiré, les personnes restent sur le sol européen. Il y a donc des flux continus, et c'est à leur source même qu'il convient de les tarir.

Deux questions conjointes se posent donc à l'Europe : comment rétablir des structures politiques dans les pays pourvoyeurs de migrants, de façon à y stabiliser les populations ?

Et comment refondre la politique d'accueil de l'Europe même, qui fonctionne aussi comme une pompe aspirante, laissant croire aux migrants qu'ils y gagneront le paradis ?

Certains réclament une politique de défense plus agressive de la part de l'Union européenne, notamment pour bloquer les bateaux dès les ports libyens. Pourquoi pas ?

Mais l'on ne fera que retarder la solution du problème, dont les racines sont bien plus lointaines.

Elles se trouvent en Afrique noire où de fait, l'Europe a abandonné toute politique de coopération cohérente et structurée.

Et un à un, les pays de la bande sahélo-saharienne, depuis le Mali jusqu'à la Somalie, basculent dans le chaos ou sous la botte islamiste.

Partout, faisant fonds sur la fragilité des régimes locaux, les fondamentalistes musulmans utilisent la même technique de terreur, qui consiste à dépeupler à terme les provinces, pour qu'il n'y reste que les musulmans, créant donc les conditions favorables à l'exil vers une terre plus accueillante.

Le terrorisme musulman vient donc se superposer à la pauvreté économique déjà présente dans nombre de ces pays. Et en tous lieux, les chrétiens sont les premières victimes : depuis ces migrants qui auraient été passés par-dessus bord par leurs compagnons d'infortune, au motif qu'ils étaient chrétiens jusqu'à ces Ethiopiens exécutés par Daesh en Libye pour le même motif, après les Coptes qui avaient subi le même sort.

Au Kenya, le 2 avril, le massacre de Garissa est venu confirmer cette triste réalité : les Chebabs venus de Somalie ou recrutés dans la population locale déshéritée ont trié les étudiants, mettant d'un côté les musulmans, de l'autre les chrétiens. Le but est atteint : les chrétiens fuient Garissa. Selon le porte-parole des Chebabs, l'attaque de l'université se justifiait parce que « c'est un plan pour répandre le christianisme et l'infidélité ». Le discours est clair.

Au Niger, une attaque du groupe islamiste Boko Haram samedi 25 avril aurait coûté la vie à une cinquantaine de soldats basés près du lac Tchad.

Au Tchad même, le président pourtant puissant Idriss Déby se montre très

inquiet.

Alors qu'il a déjà affaire à la Libye et à Boko Haram, des troubles dans le sud du pays, notoirement dominé par le nord, mais où se trouve le pétrole, ont fait récemment un mort.

Alors que le régime d'Idriss Déby assure un semblant de stabilité dans la région, il serait dramatique qu'une rébellion se déclenche à l'intérieur du pays.

Au Soudan du Sud, depuis un an et demi, une guerre tribale sévit qui plonge le jeune pays dans une situation humanitaire dramatique.

En Erythrée, dont le terrifiant régime, qui ne peut être comparé aujourd'hui qu'à celui de la Corée du nord pour l'usage de la torture, la population sous les armes et la coupure avec le reste du monde, d'après le Haut Commissariat aux réfugiés, ils sont plus de 220.000 à avoir fui depuis 2011, soit 5% de la population. Chaque mois, 3000 jeunes Erythréens, garçons et filles, traversent la frontière éthiopienne.

Un évêque local a récemment parlé de « dépeuplement ».

Ainsi se conjuguent misère, instabilité politique et terrorisme islamique pour mettre à feu et à sang la moitié de l'Afrique.

Il est temps que le monde, et l'Europe au premier rang, s'en préoccupe et prenne les moyens nécessaires avant que la Méditerranée ne devienne la patrie de la misère humaine.

Charles Millon, ancien ministre,